



HAL
open science

Un échec des modèles explicatifs de la science politique ?

Colin Hay, Cyril Benoît

► To cite this version:

Colin Hay, Cyril Benoît. Un échec des modèles explicatifs de la science politique?: Sur la contenance, la prédictibilité et l'intelligibilité rétrospective du Brexit. *Revue Française de Science Politique*, 2021, En quoi le brexit interroge-t-il les modèles d'analyse de la science politique?, 71, pp.555-574. 10.3917/rfsp.714.0555 . hal-03480802

HAL Id: hal-03480802

<https://hal.science/hal-03480802>

Submitted on 14 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UN ÉCHEC DES MODÈLES EXPLICATIFS DE LA SCIENCE POLITIQUE ?

SUR LA CONTINGENCE, LA PRÉDICTIBILITÉ
ET L'INTELLIGIBILITÉ RÉTROSPECTIVE DU BREXIT

Colin Hay, Cyril Benoît¹

Dans l'abondante littérature déjà consacrée au Brexit, une observation revient avec récurrence – celle selon laquelle la grande majorité des politistes ont échoué à anticiper le résultat du référendum de 2016 et ses conséquences immédiates, telles qu'elles se sont notamment manifestées dans les débats houleux sur la sortie de l'Union européenne (UE) à la Chambre des communes, lors de la chute de Theresa May ou encore dans les premiers mois qui ont suivi l'arrivée de Boris Johnson à la fonction de Premier ministre. Si certaines analyses avaient évoqué la possibilité de la victoire du « *Leave* », elles sont restées minoritaires. Surtout, les différentes tentatives pour évaluer *a priori* les premiers effets de ce résultat sur la politique britannique ont rapidement été débordées, voire démenties, par l'enchaînement des événements². Le problème ne semble donc pas uniquement être le fait que le résultat du référendum ait été relativement peu ou mal anticipé. Il apparaît, peut-être plus fondamentalement encore, que la science politique n'a pas été en mesure d'envisager ce que le Brexit a impliqué, du fait même de son incapacité à l'anticiper. Ce constat soulève une question potentiellement lourde d'implications. Faut-il s'inquiéter qu'un plus grand nombre de politistes n'ait pas prédit la victoire du « *Leave* » et la situation chaotique dans laquelle elle a laissé la politique britannique et européenne ? La question paraît d'autant plus pressante qu'elle ne concerne pas seulement le versant universitaire de la discipline, l'incapacité globale des instituts de sondage à prédire correctement le résultat du référendum ayant également été soulignée³.

Cette situation où un événement d'ampleur n'est pas ou peu anticipé par une partie significative d'une discipline censée déjà le connaître ou l'appréhender n'est pas sans précédent.

1. Un certain nombre d'idées avancées dans cet article ont été présentées lors du XV^e Congrès de l'Association française de science politique en juillet 2019 (section thématique « Causalité et méthodes mixtes dans l'analyse du politique », organisée par Thomas Aguilera et Tom Chevalier). Nous tenons à remercier les organisateurs ainsi que les personnes présentes pour leurs commentaires sur le texte. Une partie des réflexions développées dans cet article s'appuie sur et développe un matériau publié dans Colin Hay, Cyril Benoît, « Brexit, Positional Populism, and the Declining Appeal of Valence Politics », *Critical Review*, 31 (3-4), 2019, p. 389-404 ; et dans Colin Hay, « Brexistential Angst and the Paradoxes of Populism : on the Contingency, Predictability and Intelligibility of Seismic Shifts », *Political Studies*, 68 (1), 2020, p. 187-206.

2. Colin Hay, « From Brexit Reflex to Brexistential Crisis », blog SPERI, 27 janvier 2016, en ligne : <http://speri.dept.shef.ac.uk/2016/06/27/from-brexit-reflex-to-brexistential-crisis/>.

3. Le résultat du vote de 2016 a donné lieu à d'importantes réflexions sur la performance des instituts de sondage. Dans l'ensemble, ces débats ont fait apparaître le fait que, bien qu'une majorité d'instituts avaient correctement

Le constat d'une incapacité globale de la science politique à avoir prédit et la survenue du Brexit et l'orientation prise par les événements qui l'ont suivi rappelle certaines critiques formulées à l'encontre de la science économique après la crise de 2007-2009. « L'incompréhension » dans laquelle cet événement avait en effet laissé les courants orthodoxes de la discipline avait alors été largement présentée comme mettant au jour des problèmes « intellectuels » et « éthiques » d'importance, susceptibles de remettre en cause ses grands modèles explicatifs¹. Bien qu'une comparaison terme à terme des deux disciplines (et, surtout, des deux événements) soit délicate, nous nous appuyons dans le présent article sur ce parallèle pour aiguiller notre réflexion sur ce que le Brexit révèle des modèles explicatifs de la science politique. Nous nous efforcerons plus particulièrement de répondre aux deux questions principales qu'implique un tel parallèle. Faut-il, en premier lieu, que les politistes s'inquiètent de leur incapacité à avoir vu venir l'organisation du référendum de 2016, le résultat du vote et ses premiers effets ? En d'autres termes, cet échec est-il aussi celui de nos modèles explicatifs ? Nos réponses nous amèneront à discuter de la validité des modèles en question face à cet événement critique et, dans le même mouvement, de certaines fonctions de la discipline. Libellée en ces termes, l'hypothèse considérée tout au long de l'article implique en effet de se demander si une science prédictive du politique est possible ou souhaitable – et si la capacité d'une théorie à prédire correctement le déroulé et les implications d'un événement politique est un critère acceptable pour en évaluer la robustesse.

Pour y répondre, nous nous appuyons sur l'abondante littérature consacrée au Brexit² ainsi que sur nos propres travaux sur l'économie politique du vote de 2016. L'article entend apporter un ensemble de considérations épistémologiques et méthodologiques sur le statut de la prédiction en science politique, ses conditions de possibilité, ses limites et les impasses sur lesquelles elle débouche. Ce faisant, nous formulerons une série de constats qui, s'ils sont l'occasion d'un retour sur les différentes variables ayant entraîné la survenue du vote des Britanniques en faveur du Brexit, sont également porteurs d'implications plus générales.

La réponse à notre question est organisée en deux temps. En premier lieu, nous affirmons que si la façon dont le Brexit s'est manifestée ne fut pas prédite, ce n'est pas tant parce que l'information nécessaire à une telle prédiction faisait défaut ou parce que les modèles existants étaient inadéquats. C'est au contraire (et précisément) parce que le Brexit est un événement politique et, en ce sens, contingent, que son déroulé ou ses implications auraient été difficiles à envisager de façon rigoureuse³. Certes, il était possible de prédire la survenue (1) ou non (0) du résultat du vote de 2016. Ce qui nous paraît impossible, en revanche, c'est la prédiction de la façon dont le vote et les événements qui l'ont suivi se sont manifestés, ainsi que les croisements des différents chaînages qu'ils ont fait (ou qui l'ont fait) émerger.

prédit un résultat serré entre les deux camps dans les dernières semaines de la campagne, ces mêmes instituts avaient « prédit de manière incorrecte que le “*Remain*” était le vainqueur le plus probable » (British Polling Council, « Opinion Polling in the EU Referendum : Challenges and Lessons », conférence organisée à la Royal Statistical Society, décembre 2016). Dans la deuxième partie de cet article, nous affirmons toutefois que le problème principal lié aux sondages au cours de la campagne est davantage lié à la façon dont leurs résultats ont été communiqués et cadrés tout au long de la campagne, sur laquelle ils sont susceptibles d'avoir eu de lourdes implications.

1. David Colander *et al.*, « The Financial Crisis and the Systematic Failure of the Economics Profession », *Critical Review*, 21 (2-3), 2009, p. 249-267.

2. La littérature sur laquelle nous nous appuyons est citée au fil du texte ; nous mentionnons également des données de la *British Election Survey*.

3. Colin Hay, « Political Ontology », dans Robert E. Goodin, Charles Tilly (dir.), *The Oxford Handbook of Political Science*, Oxford, Oxford University Press, 2011, p. 78-96.

En d'autres termes, et si l'occurrence de l'événement pouvait éventuellement être anticipée (et a pu l'être par certains sondeurs ou analystes), la caractérisation de l'événement, celle de ses implications et de son sens ne nous paraissent envisageables qu'après coup. Parce que les événements historiques tels que le Brexit n'existent pas avant la rencontre (contingente) de différentes séquences de changement, la prédiction en science politique ne prend donc jamais tout à fait la même forme que dans les sciences naturelles. Pour établir ce premier argument, nous adoptons un raisonnement contrefactuel en nous demandant ce que nous aurions dû savoir pour prédire correctement le Brexit et ses premières conséquences. Nous discutons notamment des positions contrastées d'Eric Hobsbawm et de Charles Tilly sur le statut de l'incertitude dans la connaissance historique – l'un soutenant que la difficulté de la prédiction est liée à un manque de connaissance, l'autre affirmant que l'on ne peut pas prédire les événements historiques avec un degré de validité suffisant du fait de leur contingence.

Dégageant les implications de ce constat, nous soutenons en second lieu que la capacité d'une théorie en science politique à prédire, ou à tout le moins à résister à la survenue d'événements politiques futurs, ne saurait être considérée comme un critère acceptable pour juger de sa solidité. Ainsi, nous prenons le parti de C. Tilly : c'est en termes d'intelligibilité rétrospective qu'une théorie doit être mise à l'épreuve, en l'évaluant en fonction de sa capacité à faire sens d'un événement une fois que celui-ci a eu lieu. Appliquant cette préconisation, nous reconsidérons les caractéristiques du référendum de 2016 à l'aune de plusieurs modèles explicatifs établis dans la discipline. Ce développement est l'occasion d'un retour sur les mouvements de (dés-)institutionnalisation qu'a connus la politique britannique depuis une trentaine d'années, que nous situons dans les évolutions de l'économie politique du pays. Nous faisons le constat que les modèles discutés permettent aisément de rendre intelligibles rétrospectivement ces événements : le Brexit n'a donc pas été à la science politique ce que la crise avait été à la science économique, dont les modèles dominants n'ont pas permis de rendre intelligibles rétrospectivement la crise qu'ils avaient échoué à prédire. Sur cette base, des pistes de réflexion sont dégagées. En rattachant nos constats à des débats existants dans la discipline, nous évoquons les dangers liés à la prédiction appliquée en science politique, en pointant certains mauvais usages ou interprétations des sondages, qui eurent une incidence probable sur le scrutin de 2016. Le cas du Brexit offre sur ce point une série de leçons importantes, s'agissant notamment de leur utilisation médiatique. Nous discutons également de ce que la science politique peut dire des événements en cours ou futurs si l'on admet que la prédiction n'y est pas praticable dans les mêmes termes que dans les sciences naturelles. Nous proposons, sans prétendre épuiser ce débat, une piste qui consisterait à établir les scénarios possibles que nos théories actuelles nous permettraient de rendre intelligibles rétrospectivement – ce qui revient, dans les termes de C. Tilly, à évaluer la plausibilité de différents « mondes possibles ».

Prévision, prédiction et contingence dans l'analyse politique

Le Brexit était-il prévisible ?

Le fait que le Brexit pose un réel défi à l'analyse politique n'appelle pas d'amples démonstrations. Le vote des Britanniques en 2016 avait été peu anticipé, et il en va de même pour les soubresauts, presque quotidiens, qui émaillent les affrontements auxquels il a donné lieu depuis, et ce tant aux niveaux domestiques qu'euro-péens. Dans ce contexte, la science

politique peut difficilement faire l'économie d'une réflexion plus générale sur sa propre capacité à rendre raison de cet événement. Dans l'ensemble, la communauté académique ainsi que les experts faisant usage de ses théories ou de ses méthodes ont largement échoué à prédire de façon rigoureuse le résultat du référendum et ses implications immédiates. Bien que les raisons de ces apparents échecs soient différentes, certaines similitudes avec la crise financière mondiale de 2007-2008 peuvent être repérées. Il est en effet acquis que cette crise n'a pas seulement été une crise du néolibéralisme, mais bien une crise de l'économie néo-classique elle-même¹ – et notamment de la difficulté de ses modèles d'équilibre à conceptualiser les bouleversements et les perturbations consubstantielles aux évolutions de la finance et du capitalisme². Ce constat fut en outre formulé à l'encontre d'acteurs ou d'entités situés en dehors de l'académie, notamment dans les lieux (agences de régulation, banques centrales ou banques privées) où les théories économiques et financières trouvaient de nombreuses applications. Les critiques ont également touché un certain nombre de représentations et de concepts dont l'autorité n'était plus questionnée dans la discipline, comme le recours croissant à des modèles mathématiques prédictifs ou la marginalisation de certaines idées telle que la conception keynésienne de l'incertitude³.

Jusqu'à quel point la situation de la science politique face au Brexit peut-elle être rapprochée de celle de la science économique face à la crise financière ? Faudrait-il accorder davantage de crédit aux rares analyses qui avaient correctement prédit le résultat de 2016⁴ ou qui avaient annoncé un Brexit « inévitable⁵ » ? Un bref détour par l'histoire politique récente du pays semble nécessaire avant d'examiner plus avant ces questions. Au moment du vote de 2016, une bonne partie de ce qui pouvait paraître stable dans la politique britannique durant les décennies précédentes s'était déjà effondré. Il suffit pour s'en convaincre de comparer la situation politique actuelle avec ce qu'elle était il y a environ 35 ans, c'est-à-dire au début du second mandat de Margaret Thatcher. Le président des États-Unis était alors Ronald Reagan. La guerre froide était plus que jamais d'actualité, le mur de Berlin était debout pour plusieurs années encore, et Mikhaïl Gorbatchev allait bientôt devenir secrétaire général du Parti communiste soviétique. L'UE n'était encore que la Communauté économique européenne (CEE) et le débat sur l'union monétaire était loin d'être engagé. Le Parti social-démocrate se scindait du *Labour*, tandis que des partis tels que les *Liberal Democrats* (LibDems) ou le *UK Independence Party* (UKIP) n'existaient pas encore. Au sein du *Labour* – bien davantage que chez les conservateurs –, la question européenne était un profond sujet de division. Quelque 30 ans plus tard, en 2015, les choses ont dramatiquement changé. Un

1. Ce n'est donc pas la totalité de la discipline qui a été remise en question, mais bien les courants qui s'étaient imposés comme les plus légitimes et les plus influents, à la fois en son sein et auprès de différents acteurs publics et privés. Voir, pour une discussion, Eric Helleiner, « Understanding the 2007-2008 Global Financial Crisis : Lessons for Scholars of International Political Economy », *Annual Review of Political Science*, 14, p. 67-87.

2. Luiz Carlos Bresser-Pereira, « The Global Financial Crisis, Neoclassical Economics, and the Neoliberal Years of Capitalism », *Revue de la régulation*, 7 (1), 2010, en ligne : <https://journals.openedition.org/regulation/7729>.

3. Geoffrey M. Hodgson, « The Eclipse of the Uncertainty Concept in Mainstream Economics », *Journal of Economic Issues*, 45 (1), 2011, p. 159-176.

4. Voir, par exemple, Serge Galam, « Peut-on prédire le résultat d'un vote ? Le cas du Brexit et de Donald Trump », dans Piero Ignazi, Dominique Reynié (dir.), *La vie politique. Pour Pascal Perrineau*, Paris, Presses de Sciences Po, 2021, p. 373-382.

5. Sur l'inévitabilité du Brexit, voir Helen Thompson, « Inevitability and Contingency : The Political Economy of Brexit », *British Journal of Politics and International Relations*, 19 (3), 2017, p. 434-449 ; Daniel Wincott, « Brexit Dilemmas : New Opportunities and Tough Choices in Unsettled Times », *British Journal of Politics and International Relations*, 19 (4), 2017, p. 680-695.

parti de « droite radicale populiste¹ » (UKIP) remporte 13 % des suffrages exprimés aux élections générales, alors que son score aux élections précédentes n'avait été que de 3 % et qu'il ne sera que de 1,8 % aux élections de juin 2017. Lors de ces mêmes élections de 2015, un parti indépendantiste (le *Scottish National Party*, SNP) remporte 56 des 59 sièges alloués à l'Écosse, tandis que les LibDems enregistrent le plus important recul de voix entre deux élections depuis la Seconde Guerre mondiale (15 %), juste après avoir participé à un gouvernement de coalition avec les conservateurs. De façon peut-être plus déconcertante encore, un Premier ministre *Tory* appelle, à la suite de ces élections, à un référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE qui, comme chacun sait, se solda par la victoire du Brexit en juin 2016.

Cet important décalage, en quelques décennies, soulève un certain nombre d'interrogations. La première concerne la politique britannique elle-même. Serait-elle devenue, au cours des années ayant précédé le Brexit, plus contingente ou moins prévisible qu'auparavant ? Serait-ce précisément cette contingence nouvelle ou renouvelée que la science politique aurait échoué à intégrer dans ses modèles d'analyse – à l'instar de la science économique devenue de plus en plus convaincue des capacités d'auto-équilibre du système économique à mesure que ses contradictions semblaient devenir de plus en plus perceptibles ? Ces questions peuvent être envisagées de multiples manières – même si, pour l'essentiel, nous considérons que c'est par la négative qu'il convient d'y répondre. Le Brexit constitue bien un événement contingent, mais il n'est pas nécessairement le révélateur de l'entrée de la politique britannique (voire de la politique tout court) dans une période significativement plus contingente. Formuler ce constat ne revient pas à exonérer la science politique de toute responsabilité quant à l'explicitation des causes et des ramifications du Brexit. Mais il suggère, au moins à titre provisoire, que les événements en apparence moins spectaculaires qui l'ont précédé ne furent pas plus stables, évidents ou nettement plus prévisibles dans leur déroulé – comme le prouve la brève évocation du contexte de 2015, qui aurait été largement invisageable (et, donc, imprévisible) pour un observateur de la politique britannique des années 1980.

Dans le même ordre d'idées, il convient plus fondamentalement de noter que la science politique semble *a priori* capable de rendre raison du Brexit *a posteriori*, incluant les épisodes survenus dans la période la plus récente. La situation actuelle apparaît à l'aune de ce prisme comme le fruit de l'articulation de processus familiers à l'ensemble des politistes, en ce que chacun a fait l'objet d'une ample documentation par la littérature. Ainsi, l'organisation du référendum se comprend assez bien comme une réponse de David Cameron à la division croissante de son parti autour de la question européenne, clivage du reste bien connu. Le recours au référendum plutôt qu'à un autre instrument fait sens : il est largement acquis qu'il est de plus en plus utilisé pour résoudre des enjeux positionnels. La composition du vote révèle une nouvelle fois la double différenciation, régionale et géographique, des attitudes politiques au Royaume-Uni. La relative imprévisibilité du résultat est aussi le produit du déclin de l'alignement et de l'identification partisane et, simultanément, de la volatilité électorale. On sait également qu'une partie de l'électorat, souvent désigné par la littérature par l'expression « laissés-pour-compte de la globalisation » (voir ci-dessous), manifeste depuis longtemps une anxiété croissante vis-à-vis de l'immigration et de la concurrence sur le marché du travail, thèmes liés (à tort ou à raison) à l'élargissement de l'UE et la libre

1. Caterina Froio, « Comparer les droites extrêmes : état de l'art critique et pistes pour de futurs chantiers de recherche », *Revue internationale de politique comparée*, 24 (4), 2017, p. 373-399.

circulation. Le rôle joué par l'euroscpticisme dans la compétition partisane est du reste connu et documenté depuis plusieurs décennies¹. De façon plus générale, ces opinions se forgent dans un contexte de hausse des inégalités, d'austérité et de faible croissance économique persistante. Ces différents facteurs sont considérés plus en détail dans la section suivante. Retenons à ce stade que, mis bout à bout, ils permettent déjà d'identifier des lignes de fractures qui expliquent au moins partiellement et l'organisation du référendum et son résultat.

Un tel diagnostic nous mène vers un carrefour complexe. Les événements actuels auraient donc été impossibles à envisager il y a cinq ans, et encore moins il y a une trentaine d'années. Mais ils semblent simultanément explicables une fois qu'ils se sont déroulés, sans nécessiter la construction de nouvelles catégories, peut-être même sans nécessiter la mise au jour de facteurs jusque-là inconnus. Cette affirmation appelle une première clarification conceptuelle. Selon nous, la validation d'une analyse en science politique ne peut être établie sur la base de sa capacité prédictive (entendu ici dans un sens étroit, comme capacité à prédire et à anticiper) mais en termes d'intelligibilité rétrospective (soit la capacité à faire sens d'une situation après coup, sur la base des ressources analytiques disponibles). Autrement dit, anticiper la survenue d'un événement n'est pas un bon test (et pas davantage un critère acceptable) de validation d'une théorie en science politique. En revanche, la faculté à le rendre intelligible rétrospectivement en est un. Cela ne revient pas à disqualifier ou à invalider d'emblée toute tentative visant à déterminer sur la base de connaissances acquises que l'occurrence d'un événement est plus ou moins probable – notamment lorsque la question est cadrée dans des termes binaires (0-1), telle que le fut l'occurrence ou non du Brexit. En revanche, ce que nous soutenons ici est que la forme prise par l'événement, la façon dont celui-ci se manifeste et, surtout, ses implications ultérieures (en d'autres termes, le sens du résultat 0 ou 1 ainsi que ses conséquences) ne sont pas prévisibles de manière rigoureuse.

Deux implications découlent de cette prise de position. D'une part, elle suggère que le Brexit pourrait ne pas être pour la science politique ce que la crise de 2007-2008 avait été pour une majorité d'économistes. Envisagées sous cet angle, les difficultés rencontrées par la science économique *mainstream* ne sont pas liées au fait qu'elle n'aurait pas été en capacité de voir venir la crise, mais sont dues au fait que les ressources conceptuelles et analytiques de la discipline ne lui ont pas permis de rendre intelligible rétrospectivement la crise qui n'avait pas été anticipée². Cette affirmation sous-entend, d'autre part, que les modèles explicatifs des analystes qui ont correctement prédit le Brexit (comme de ceux qui, avant eux, ont précisément anticipé la crise de 2007-2008) ne sont pas automatiquement validés par la réalisation de leur prédiction – car il est tout à fait possible que le modèle d'analyse qui lui est sous-jacent s'avère incapable de rendre l'événement intelligible, ou moins bien que d'autres théories disponibles.

1. aul Taggart, « A Touchstone of Dissent : Euroscpticism in Contemporary Western European Party Systems », *European Journal of Political Research*, 33 (3), 1998, p. 363-388.

2. Voir, pour une discussion, Mark Blyth, Matthias Matthijs, « Black Swans, Lame Ducks and the Mystery of IPE's Missing Macroeconomy », *Review of International Political Economy*, 24 (2), 2017, p. 203-231 ; Jonathan Hopkin, « When Polanyi Met Farage : Market Fundamentalism, Economic Nationalism, and Britain's Exit from the EU », *British Journal of Politics and International Relations*, 19 (3), 2017, p. 465-478.

Le statut de l'incertitude en science politique

La réponse apportée, dans la section précédente, à la question de savoir si le Brexit était prévisible ou non, ainsi que le statut à accorder à une telle prédiction, renvoie à des débats plus profonds et anciens en sciences sociales. Des réponses proches de la nôtre sont déjà apparues à de multiples reprises dans les débats entre anthropologues¹. Des arguments similaires, libellés de façon différente, sont également repérables chez les historiens français, et plus particulièrement dans les débats de l'avant-guerre sur la causalité dans l'analyse historique (entre les partisans, comme François Simiand, d'une « science du temps » par opposition à la « science du changement » prônée par Marc Bloch)². Au même moment, John M. Keynes alertait son collègue Roy Harrod sur l'importance de choisir et d'ajuster les modèles économiques en fonction de l'évolution de leurs objets qui, « contrairement à ceux des sciences naturelles », n'étaient pas « homogènes dans le temps », faisant que les explications apportées ne pourraient jamais offrir de réponses ou de solutions définitives, ou qui seraient susceptibles de n'être remises en cause que par des analyses plus poussées ou plus précises³. Les objections auxquels ces auteurs répondent suggèrent néanmoins que l'idée que l'on devrait juger de la solidité d'une théorie sur la base de sa capacité à rendre rétrospectivement intelligible un événement (plutôt que sur le fait de l'avoir correctement anticipé ou de lui survivre) est loin d'aller de soi. L'historien britannique E. Hobsbawm, en particulier, a pris une série de positions fermes et décisives sur ces questions – positions qui contrastent assez nettement avec celles que nous défendons dans le présent article. S'interrogeant sur ce que l'on peut dire des événements historiques, il affirme explicitement qu'il est possible, voire souhaitable, de les prévoir, et que le fait de ne pas être en capacité de les anticiper tiendrait moins de leur contingence que des limites de notre connaissance. Évoquant l'histoire britannique, il affirme ainsi :

« *What actually happened in the past was the only thing that happened, and because it was the only thing that happened it was the only thing that could happen*⁴. »

Cet étrange paradoxe pourrait bien être vu comme un antidote à ce qui a été énoncé dans la section précédente. En le reformulant dans les termes de la présente discussion, il revient à dire que le référendum sur le Brexit, le vote sur le Brexit et les épisodes qui ont suivi se déroulèrent de la façon dont ils se sont déroulés et qu'ils ne pouvaient pas se dérouler autrement. Il convient de préciser qu'E. Hobsbawm ne cherche pas ici à restaurer une conception étroitement prédestinée (ou prédéterminée) de l'histoire. Il affirme plutôt qu'un événement historique, bien qu'il puisse paraître contingent aux yeux de l'historien confronté à l'analyse du contexte précédant son occurrence, devient immédiatement une nécessité rigide une fois que celui-ci a eu lieu – ce qui autorise, en retour, à avancer l'idée que sa présumée contingence pourrait être une vue de l'esprit⁵. E. Hobsbawm suggère, en d'autres termes, que l'incertitude et, par extension, la difficulté à prévoir un événement, pourrait être due à un manque de connaissance plutôt qu'à son imprévisibilité intrinsèque : on aurait pu prévoir mieux si on avait mieux su. Une telle conception amène donc à considérer, à rebours de ce

1. Voir, pour une présentation, Aram A. Yengoyan (dir.), *Modes of Comparison. Theory and Practice*, Ann Harbor, University of Michigan Press, 2006.

2. *Ibid.*

3. John M. Keynes, « Letter to Roy Harrod », 4 juillet 1938, citée dans David Colander, « The Economics Profession, the Financial Crisis and Method », *Journal of Economic Methodology*, 17 (4), 2010, p. 419-427, ici p. 4.

4. Eric Hobsbawm, « Britain : A Comparative Perspective », dans Brian Brivati, Harriet Jones (dir.), *What Difference Did the War Make ?*, Leicester/Londres, Leicester University Press, 1993, p. 22.

5. Colin Hay, *Political Analysis. A Critical Introduction*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2002.

qui a été dit dans la section précédente, que la prédiction est un moyen fiable pour tester la valeur ou apprécier la solidité d'une théorie. La survenue du Brexit était certaine – c'est simplement notre propre connaissance qui était défailante (la survenue de l'événement n'était incertaine que pour nous, c'est-à-dire pour l'analyste). E. Hobsbawm n'a peut-être pas tort : un météorologiste tenu de prévoir le temps qu'il fera demain est en mesure de le faire, car la séquence causale qui le produira, bien qu'elle n'existe pas encore, peut être appréciée en fonction de paramètres connus et déjà existants, tels que la pression de l'air, la température ou le taux d'humidité. Et c'est essentiellement la diversité et la cohérence du réseau d'observations (plus que la méconnaissance des lois gouvernant les interactions entre chacun des paramètres) qui déterminera la fiabilité de la prévision.

Il est utile, pour vérifier cette proposition, de l'appliquer au Brexit en nous demandant ce que nous aurions dû savoir pour prédire l'organisation d'un référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE, avec le résultat que nous connaissons. Pour que les choses se soient déroulées de la façon dont elles se sont déroulées, il nous aurait fallu connaître un ensemble de conditions pour prévoir – ou prévoir pour connaître (voir tableau 1a).

Tableau 1a. Le test d'Hobsbawm

-
1. David Cameron devait penser qu'il ne pouvait pas gagner les élections générales de 2015, au point de n'avoir rien à perdre à proposer un référendum sur l'UE dans son programme.
 2. D. Cameron devait gagner les élections de manière nette et honorer cette promesse.
 3. D. Cameron devait échouer à obtenir des concessions significatives de l'UE avant la tenue du référendum.
 4. Il devait y avoir deux campagnes pour le « *Leave* », élargissant l'offre des Brexit possibles et mutuellement incompatibles.
 5. Boris Johnson devait rejoindre la campagne pour le « *Leave* », en estimant qu'il ne pourrait pas gagner mais qu'il pourrait constituer une force suffisamment importante pour défier ultérieurement le leadership de D. Cameron.
 6. La campagne en faveur du « *Remain* » devait essentiellement mobiliser un mélange d'arguments experts et dépolitisés.
 7. Les « laissés-pour-compte de la globalisation » devaient minimiser les conséquences économiques potentielles du Brexit et se prononcer sur des enjeux plus explicitement politiques.
 8. Les sondages devaient sous-estimer le vote pour le « *Leave* ».
 9. De nombreux « *Remainer* » modérés (notamment les plus jeunes) devaient suivre les sondages en considérant le Brexit comme improbable et rester chez eux le jour du vote.
 10. Ed Miliband devait avoir réformé (en l'élargissant) le collège électoral du Parti travailliste (qui donnait auparavant un poids nettement plus grand au vote des syndicats), donnant l'impulsion à l'élection de Jeremy Corbyn qui, en retour, devait se montrer réticent à s'engager dans la campagne référendaire.

Source : traduit et adapté de Colin Hay, « *Brexistential Angst and the Paradoxes of Populism : on the Contingency, Predictability and Intelligibility of Seismic Shifts* », 68 (1), 2020, p. 187-206.

Ces différentes conditions ne couvrent toutefois que la période allant de la campagne pour les élections générales de 2015 au vote en faveur du Brexit. Pour nous amener jusqu'à l'arrivée de Boris Johnson au poste de Premier ministre, qui fait directement suite aux conséquences du vote de 2016, il aurait fallu pouvoir prédire d'autres épisodes (voir tableau 1b).

Tableau 1b. Le test d'Hobsbawm (suite)

-
11. Theresa May devait chercher à étendre sa majorité de 2016, et ceci afin d'accroître ostensiblement sa position face aux négociateurs européens.
 12. Cette stratégie devait échouer au point que T. May finisse par être dépendante des faveurs du *Democratic Unionist Party* (DUP) nord-irlandais pour conserver sa majorité au Parlement, faisant de la question de la frontière irlandaise un motif de rupture des négociations.
 13. Les soutiens du Brexit devaient se mobiliser pour faire en sorte que le Parlement ait le dernier mot sur tout accord passé avec l'UE, en dépit de l'absence de majorité parlementaire claire en faveur du Brexit qu'ils cherchaient à obtenir de la part de l'UE.
 14. T. May devait accéder à leur demande.
 15. T. May devait résister, sur une période de deux semaines, à un vote de défiance au sein de son propre parti, à la plus grande défaite de l'ère démocratique d'une administration en place dans le cadre d'un vote parlementaire, décider de poursuivre son mandat jusqu'à ce que le Brexit soit effectif, pour finalement démissionner.
 16. Une majorité de parlementaires travaillistes, LibDems, SNP et Verts devait penser qu'en votant contre l'accord proposé, il aurait été possible d'obtenir soit que le Brexit n'ait pas lieu, soit qu'il soit considérablement aménagé, tandis qu'une majorité de parlementaires conservateurs devait considérer que rejeter l'accord leur permettrait soit d'obtenir un Brexit sans accord, soit, plus dur, que chaque force en présence à la Chambre des communes considère qu'un vote contre les accords négociés lui permette au final d'obtenir un résultat conforme à ses préférences.
 17. Boris Johnson, qui succéda à T. May à la fonction de Premier ministre, devait demander la suspension du Parlement de septembre à la mi-octobre.
 18. En septembre 2019, le Parlement devait voter une loi obligeant Boris Johnson, qui succéda à T. May à la fonction de Premier ministre en juillet 2019, à solliciter un nouveau report de trois mois du Brexit si aucun nouvel accord n'était conclu d'ici au 19 octobre.
 19. B. Johnson devait contribuer lui-même à l'affaiblissement de sa propre majorité en excluant du Parti conservateur les 21 élus ayant voté pour le report.
 20. La Cour suprême britannique devait suivre l'avis de la Haute Cour d'Écosse en déclarant la demande de suspension du Parlement illégale.
-

Source : traduit et adapté de C. Hay, « Brexistential Angst and the Paradoxes of Populism : on the Contingency, Predictability and Intelligibility of Seismic Shifts », art. cité.

Alors qu'elle n'est certainement pas exhaustive, cette liste est déjà longue. Certes, plusieurs de ces épisodes s'inscrivent dans des interactions sur le temps court et pourraient très bien n'avoir aucune répercussion sur le long terme. Mais l'étendue de la liste, la diversité des phénomènes qui y sont recensés, sans compter le nombre d'épisodes volontairement ignorés ici à des fins de clarté (que l'on songe à l'impact des relations avec l'UE ou avec d'autres pays sur la tournure de ces événements), invitent à douter de l'aphorisme d'E. Hobsbawm. Au-delà de la quantité d'informations qu'il semblait nécessaire de maîtriser pour tout voir venir, la liste suggère surtout qu'un grand nombre de choix décisifs résultent de calculs et d'arbitrages qui auraient pu être totalement différents au moment où ils ont été effectués. Des stratégies délibérées ont échoué, et de nombreuses décisions ont changé le cours des événements de façon inattendue, que ce soit du point de vue des acteurs que de celui des observateurs.

La position d'E. Hobsbawm semble manifestement intenable. La politique se fait, et dans le moment où elle se fait, elle est indéterminée. Une conception alternative peut être trouvée chez un autre célèbre historien, C. Tilly, qui affirme que « nous vivons actuellement dans l'un des nombreux [autres] mondes possibles » (« *we now live in one of many possible worlds*¹ »). Il y a, en d'autres termes, toujours de multiples dénouements possibles aux

1. Charles Tilly, « How (and What) are Historians Doing ? », dans David Easton, Corine Schelling (dir.), *Divided Knowledge. Across Disciplines, Across Cultures*, New York, Sage, 1991, p. 86-118.

événements politiques. Cela ne rend pas tous ces dénouements également possibles ou probables. Mais cela signifie que notre futur est toujours incertain – et il l’est sur le plan ontologique (l’événement, au moment où il se déroule, pourrait s’être déroulé ou pourra se dérouler différemment) et non pas seulement sur le plan épistémologique (nous ne disposons pas encore de connaissances suffisamment précises pour savoir de quoi notre futur sera fait).

Par extension, la position de C. Tilly vis-à-vis de l’incertitude ne s’applique pas qu’à la prédiction ou à la connaissance du futur ; elle s’applique aussi, et peut-être avant tout, à la démarche dans laquelle on doit s’inscrire lorsque l’on cherche à rendre le passé intelligible. Ainsi, le problème essentiel de toute analyse en sciences sociales n’est pas tant celui d’E. Hobsbawm, à savoir celui de la difficulté à accumuler ou à modéliser toutes les données nécessaires à la pleine compréhension d’un événement, passé ou futur. Il est bien davantage celui de C. Tilly, celui de l’incertitude ontologique – incertitude qui tient de la contingence des processus étudiés par les sciences sociales, contingence que l’on ne saurait réduire à des explications plus poussées, l’ajout d’autres variables ou une meilleure maîtrise des contraintes d’échantillonnage. Cette incertitude signifie, pour reprendre un exemple de Sean Gailmard, que si l’on « relançait » l’histoire du XVIII^e siècle français à la manière d’un modèle statistique, les processus ayant conduit à la Révolution ne seraient pas nécessairement les mêmes que ceux qui ont pu être effectivement observés. Peut-être même que la Révolution n’advierait pas, ou se déroulerait sous une autre forme. Dans une formule qui semble répondre directement à E. Hobsbawm, S. Gailmard affirme ainsi :

« Innumerable events could have turned out differently and could have materially affected the outcome. Therefore, any assessment of the necessary or sufficient conditions for social revolutions based on France’s history as it actually did unfold could conceivably be illusory¹. »

Le parallèle avec la science économique s’avère à nouveau éclairant ici. De nombreux économistes avaient alerté, bien avant la crise, sur certaines tendances problématiques des économies capitalistes avancées – tel Robert Shiller dans son ouvrage sur « l’exubérance irrationnelle » des investisseurs et du marché immobilier américain². Ces analyses, qui avaient pourtant correctement détecté certains facteurs qui s’avèreraient décisifs dans la crise, n’ont pas été en mesure de prédire correctement son origine et la façon dont elle s’est manifestée³ – car même si la survenue de la crise pouvait éventuellement être anticipée, la façon dont elle s’est déclenchée, déroulée ainsi que ses implications demeurent contingentes. Reformulé dans les termes de la présente discussion, l’enjeu est donc moins de savoir pourquoi l’imprévisible n’a pas été prévu, mais pourquoi l’idée d’une autocorrection du système financier et des modèles d’équilibre a été privilégiée au détriment d’une attention plus grande aux déséquilibres détectés par différents observateurs – non seulement avant, mais aussi dans les explications de la crise après coup⁴.

1. Sean Gailmard, *Statistical Analysis and Inference for the Social Science*, New York, Cambridge University Press, 2014, p. 78.

2. Robert J. Shiller, *Irrational Exuberance*, Princeton, Princeton University Press, 2000.

3. Thomas Lux, Frank Westerhoff, « Economics Crisis », *Nature Physics*, 5 (2-3), 2009, p. 1-3.

4. Voir également D. Colander, « The Economics Profession... », art. cité.

Rendre (rétrospectivement) raison du Brexit

Le Brexit et les modèles explicatifs de la science politique

La principale conclusion dégagée de la section précédente est que le fait qu'une majorité d'analystes (universitaires ou non) n'ait pas prédit la victoire du « *Leave* » ne rend pas nécessairement caducs leurs modèles explicatifs. Dire cela, ce n'est pas affirmer qu'il ne faudrait pas les éprouver à l'aune de l'événement important qu'a constitué le référendum de 2016 – bien au contraire. Mais c'est dans la capacité de ces modèles à rendre intelligible cet événement une fois qu'il a eu lieu qu'ils doivent être évalués.

De fait, la science politique est-elle en capacité de faire sens des évolutions qui ont engendré la victoire du « *Leave* » en 2016, de leur articulation et de la façon dont elles se sont finalement cristallisées pour produire le Brexit tel qu'il s'est déroulé ? Plusieurs éléments contextuels doivent être évoqués avant de répondre plus précisément à cette question. Comme chacun sait, le « *Leave* » l'a emporté avec 51,9 % des suffrages exprimés. Le taux de participation était de 72,2 %, un chiffre plus élevé de 8 points que lors du référendum de 1975, la dernière (et unique) fois que les Britanniques étaient appelés à répondre à une question similaire – dans un contexte où la participation électorale était pourtant plus élevée¹. Avec 17,4 millions de voix pour le « *Leave* » et 16,1 millions de voix pour le « *Remain* », il s'agit donc du vote le plus important dans l'histoire du Royaume-Uni. Toutefois, seules deux nations constitutives votèrent pour le « *Leave* » (qui l'emporte avec respectivement 53,4 % et 52,5 % des voix en Angleterre et au Pays de Galles), tandis que le « *Remain* » atteint des scores de 62 % et 55,8 % en Écosse et en Irlande du Nord, avec cependant des taux de participation plus faibles. Alors que le vote pour le « *Remain* » fut majoritaire dans l'ensemble des districts écossais, 241 districts anglais sur 293 (en dehors de Londres) votèrent pour le « *Leave* ». L'analyse pséphologique de ce vote a permis de mettre au jour des corrélations fortes entre soutien au « *Leave* » (tant au niveau individuel qu'au niveau des districts) et faible niveau d'éducation, faible niveau de revenus, âge, augmentation récente de l'immigration (au niveau régional, mais pas au niveau agrégé), opposition à l'immigration, soutien pour le UKIP ou le Parti conservateur, identification nationale (par opposition à l'identification britannique ou européenne) et, de façon plus surprenante peut-être, faible usage déclaré d'Internet et de smartphone². Dans l'ensemble, et en partie du fait de ces résultats, le vote pour le « *Leave* » a été largement décrit comme celui des « laissés-pour-compte (ou des « oubliés », *left behind*) de la globalisation »³.

Dans ce contexte, rendre intelligible ces résultats nécessite de mettre au jour les raisons de l'organisation d'un référendum sur la question européenne en tant que telle, à caractériser les raisons du différentiel de participation entre soutiens du « *Leave* » et soutiens du

1. En février 1974, le Parti travailliste s'engage au cours de la campagne pour les élections générales à soumettre à un référendum la question du maintien du Royaume-Uni dans la Communauté économique européenne (CEE), actée sous la majorité précédente et effective depuis janvier 1973.

2. Voir notamment Eleonora Alabrese *et al.*, « Who Voted for Brexit ? Individual and Regional Data Combined », *European Journal of Political Economy*, 56, 2019, p. 132-150 ; Harold D. Clarke, Matthew Goodwin, Paul Whiteley, *Brexit. Why Britain Voted to Leave the European Union*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017 ; Matthew Goodwin, Caitlin Milazzo, « Taking Back Control ? Investigating the Role of Immigration in the 2016 Vote for Brexit », *British Journal of Politics and International Relations*, 19 (3), p. 450-464 ; Sara B. Hobolt, « Brexit : A Divided Nation, a Divided Continent », *Journal of European Public Policy*, 23 (9), 2016, p. 1259-1277.

3. Voir les références précitées ainsi que Robert Ford, Matthew Goodwin, *Revolt on the Right. Explaining Support for the Radical Right in Britain*, Londres, Routledge, 2014.

« *Remain* », et à évaluer les effets de la campagne (et, en particulier, du cadrage de l'offre proposée par les deux camps) sur le scrutin. En replaçant à chaque fois les stratégies des acteurs dans leurs différentes temporalités, nous montrerons ci-dessous qu'il est tout à fait possible de rendre compréhensible la combinaison de ces paramètres sur la base de modèles explicatifs connus en science politique – suggérant que l'incapacité des politistes à prédire l'organisation du référendum, son déroulé et son résultat, ne témoigne pas nécessairement d'un échec global de leurs modèles explicatifs.

La première énigme à résoudre concerne donc l'organisation, encore hautement improbable il y a quelques années encore, d'un référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE. Cette problématique peut difficilement être séparée de la stratégie de D. Cameron et, plus précisément, des raisons qui l'ont poussé à promettre l'organisation de ce référendum lors des élections générales de 2015. Il convient de noter que cette promesse a été formulée dans un contexte où il semblait improbable que le Parti conservateur dût un jour l'honorer, étant entendu que s'il n'était pas impossible qu'il gagne les élections, aucun observateur ne le pensait en mesure de gouverner seul à la Chambre des communes. Ajoutons que parmi ses partenaires potentiels pour former une coalition, seul le UKIP aurait accepté qu'un tel référendum soit inscrit à l'agenda. Et il est en outre probable qu'il en aurait fait la condition *sine qua non* pour un gouvernement de coalition dans tous les cas. De même, l'Europe était un enjeu secondaire pour une très grande partie de l'électorat. Les données de l'institut de sondage *YouGov* indiquent ainsi que moins de 20 % des Britanniques considéraient l'Europe comme un enjeu « important » pour le Royaume-Uni et que moins de 10 % d'entre eux l'envisageaient comme étant « important » pour eux ou leur famille – un résultat à comparer avec les scores, supérieurs à 40 %, d'enjeux tels que la santé, l'économie ou encore l'immigration¹. Ainsi, le choix d'organiser un référendum pouvait-il raisonnablement être appréhendé comme étant sans véritables conséquences.

Son irruption dans la campagne pour les élections de 2015 s'explique donc à la fois par des logiques stratégiques, sur le temps court, mais également par les recompositions plus profondes du système partisan britannique. Depuis la fin des années 1980, les *Tories* s'opposent en effet, et de plus en plus explicitement, sur la question européenne. L'organisation du référendum doit d'abord et avant tout se comprendre comme une tentative maladroite de D. Cameron pour forcer les conservateurs à clarifier leur position sur l'UE. Les oppositions des années 1990, notamment celles qui firent suite au discours de Bruges de Margaret Thatcher en 1988, ainsi que le *Black Wednesday* (« mercredi noir » lors duquel les Britanniques se sont retirés du mécanisme de taux de change européen), se sont considérablement renforcées. Du point de vue de D. Cameron, poser la question du Brexit fut donc une manœuvre visant à s'appuyer sur l'électorat pour clarifier une ligne partisane devenue de plus en plus difficile à dégager en interne. Un parallèle historique peut à cet égard être dressé entre cette stratégie et celle de Harold Wilson, Premier ministre travailliste qui fut à l'initiative du premier référendum sur l'appartenance du pays à la CEE en 1975². Alors que le *Labour* était fortement divisé sur la question européenne, le référendum avait également vocation à discipliner le parti. Le « oui » l'emporta avec 64,5 % des suffrages exprimés, bien que l'on puisse relever plusieurs contrastes intéressants entre 1975 et 2016. Une majorité d'électeurs conservateurs votèrent ainsi pour le maintien du pays dans la CEE ; de même, c'est en Angleterre

1. Avec toutefois, pour ce dernier enjeu, un écart important entre la proportion d'électeurs le jugeant important « pour le pays » (environ 50 %) et « pour eux-mêmes » (moins de 10 %).

2. Robert Saunders, « A Tale of Two Referendums : 1975 and 2016 », *Political Quarterly*, 87 (3), 2016, p. 318-322.

que s'exprima la plus forte majorité pour le oui – qui fut aussi majoritaire, mais dans des proportions moindres, en Irlande du Nord et en Écosse (où l'on trouve d'ailleurs les deux seules régions ayant majoritairement voté non). En revanche, la perception de l'enjeu européen fut relativement similaire chez les partisans du « *Yes* » en 1975 et ceux du « *Remain* » en 2016 : l'adhésion à l'Europe fut globalement présentée comme le fruit d'un consensus d'experts et cadrée en des termes essentiellement économiques¹.

Recompositions de la stratégie politique des mouvements conservateurs en Europe, division des partis nationaux autour de la question européenne, appel à l'électorat pour clarifier une ligne politique de plus en plus difficile à dégager à l'intérieur du parti : si ces trois explications permettent de rendre compte de l'organisation du référendum, elles renvoient, aussi, à des modèles explicatifs largement éprouvés en science politique sur la période récente². Cette dimension du Brexit semble donc pouvoir être rendue intelligible sur la base de nos ressources analytiques. Un constat similaire peut être formulé s'agissant des écarts de participation entre soutiens potentiels du « *Remain* » et du « *Leave* »³. Sur ce point, il convient en premier lieu de noter qu'il n'est pas certain que la majorité des Britanniques en âge de voter était favorable au Brexit lors du référendum⁴. Des différences importantes ont ainsi été relevées entre les préférences des votants potentiels et ceux qui étaient inscrits sur les listes électorales et se sont déplacés. Cet acquis de la recherche sur le vote de 2016 renvoie à son tour à une série d'explications des différentiels de participation qui ont été clairement mis au jour par la littérature au cours des deux dernières décennies. Pour en prendre la mesure, il convient de décomposer les écarts de participation finaux et leurs effets respectifs sur le résultat. Le premier effet des différentiels de participation est lié à la propension des plus âgés à voter davantage, et bien plus massivement pour le « *Leave* »⁵. Le deuxième tient aux variations nationales en termes de niveaux de participation, avec des taux nettement plus faibles dans l'Écosse et dans l'Irlande du Nord opposées au Brexit que dans l'Angleterre et le Pays de Galles pro-Brexit. De façon générale, la participation fut plus faible là où il n'y eut presque pas ou pas de campagne pour le « *Leave* » (comme ce fut le cas pour la quasi-totalité du territoire écossais), ainsi que là où les électors étaient accoutumés à n'avoir que peu ou pas d'impact sur les résultats électoraux à l'échelle du Royaume-Uni. Le troisième facteur est un « effet Londres », ou métropolitain. La participation fut en effet plus faible dans les secteurs de la ville (souvent les plus peuplés) où le soutien au « *Remain* » était le plus fort (il s'agit typiquement de quartiers caractérisés par des forts taux de [d'im]migrations et de pauvreté). Le seul (et quatrième) facteur significatif poussant dans la direction opposée

1. Voir David Butler, Uwe Kitzinger, *The 1975 Referendum*, Londres, Palgrave Macmillan, 1976 ; Oliver Daddow, *Harold Wilson and European Integration. Britain's Second Application to Join the EEC*, New York, Routledge, 2016 [2003] ; Anthony King, *Britain Says Yes. The 1975 Referendum on the Common Market*, Washington, American Enterprise Institute Press, 1977.

2. Voir, par exemple, Agnès Alexandre-Collier, *Les habits neufs de David Cameron. Les conservateurs britanniques (1990-2010)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010. Voir également Tim Bale, *The Conservative Party. From Thatcher to Cameron*, Cambridge, Polity, 2010 ; Adam Tooze, *Crash. How a Decade of Financial Crisis Changed the World*, Londres, Allen Lane, 2018.

3. En plus des articles et ouvrages cités, on se réfère ici aux données de l'*Electoral Commission*, notamment celles présentées dans « Results and Turnout at the EU Referendum », juillet 2019, en ligne : www.electoralcommission.org.uk/who-we-are-and-what-we-do/elections-and-referendums/past-elections-and-referendums/eu-referendum/results-and-turnout-eu-referendum (consulté le 11 mars 2020).

4. Voir H. D. Clarke, M. Goodwin, P. Whiteley, *Brexit. Why Britain Voted...*, *op. cit.*

5. Mark N. Franklin, *Voter Turnout and the Dynamics of Electoral Competition in Established Democracies since 1945*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

fut, sans surprise, le niveau d'éducation, fortement corrélé à des niveaux de participation et de soutien pour le « *Remain* » plus élevés¹.

Ces variables lourdes du vote renvoient toutes à des polarités et des clivages bien connus² – qu'ils tiennent aux différences de comportement politique entre générations, aux implications électorales de la fragmentation sociologique et économique du Royaume-Uni, aux conséquences de la métropolisation³ ou aux différentiels de niveaux d'éducation sur le vote. Un autre facteur, qui permet d'éclairer ceux-ci sous un autre angle, doit toutefois être considéré. Il concerne le différentiel de participation entre la frange de l'électorat qui voyait dans le Brexit un enjeu « valence » et celle qui par opposition le considérait comme un enjeu positionnel, une polarisation qui du reste rejoint celle des campagnes en faveur du « *Remain* » et du « *Leave* » – et qui renvoie, plus globalement là aussi, à des évolutions au long cours de la compétition politique au sein des démocraties capitalistes avancées. La campagne pour le « *Remain* » a en effet largement cherché à mobiliser ses soutiens en présentant la question du maintien du Royaume-Uni dans l'UE comme un enjeu concernant directement le bien commun, un sujet qui devait faire consensus. Pour le camp du « *Remain* » dans sa globalité, l'adhésion du pays à l'UE apportait une série de bénéfices (notamment économiques) que l'on pouvait établir en recourant à l'expertise appropriée. Symétriquement, le Brexit était présenté comme mauvais pour l'ensemble de la société, à nouveau pour peu que l'on se dote des indicateurs ou de l'expertise adéquate. Il s'agit là d'un cadrage qui contraste assez nettement avec celui qui a dominé la campagne (officielle et non officielle) en faveur du « *Leave* », qui a largement cherché à faire du référendum un enjeu positionnel – une question politique et non économique, de valeurs, de conviction personnelle et d'identité qui ne pouvait pas être réduite à un ensemble de considérations techniques, une question qui n'aurait jamais pu être tranchée par des experts ou leur être déléguée. Ce rejet délibéré de l'expertise par les partisans du « *Leave* » fut répété et explicite – comme lorsque Michael Gove, ancien Secrétaire d'État à la Justice et aujourd'hui en charge de préparer le Brexit, déclara que les citoyens britanniques « en avaient assez des experts⁴ ». Or il est acquis que le type d'arguments mobilisés par la campagne en faveur du « *Remain* » s'accompagne d'une difficulté croissante à mobiliser les électeurs, en tout cas dans des proportions plus grandes que les campagnes positionnelles comme celle en faveur du Brexit⁵ – un phénomène du reste amplifié par le fait que de nombreux électeurs sous-estimaient la possibilité que le « *Leave* » puisse l'emporter.

Dans une large mesure, le vote de juin 2016 a donc confirmé le rejet, par une partie de l'électorat au moins, d'une tendance de fond de l'évolution des démocraties capitalistes avancées – à savoir la reformulation d'enjeux positionnels en enjeux « valence », et leur prise en charge à des degrés divers par des experts⁶. Le Brexit fournit une illustration – supplémentaire – du franchissement d'une nouvelle étape dans une histoire beaucoup plus longue, celle du rapport entre la politique et l'expertise (notamment économique), et celle de la

1. E. Alabrese *et al.*, « Who Voted for Brexit... », art. cité.

2. Voir, pour une discussion dans le contexte français, Céline Braconnier, Baptiste Coulmont, Jean-Yves Dormagen, « Toujours pas de chrysanthèmes pour les variables lourdes de la participation électorale : chute de la participation et augmentation des inégalités électorales au printemps 2017 », *Revue française de science politique*, 67 (6), décembre 2017, p. 1023-1040.

3. Voir, notamment, sur la question de la métropolisation, Jeffrey Sellers *et al.*, *The Political Ecology of the Metropolis. Metropolitan Sources of Electoral Behaviour in Eleven Countries*, Colchester, ECPR Press, 2013.

4. Henry Mance, « Britain has had enough of Experts, says Gove », *Financial Times*, 3 juin 2016.

5. Colin Hay, *Why we Hate Politics*, Cambridge, Polity, 2007.

6. Une discussion plus approfondie de ces différents points en lien avec le Brexit apparaît dans C. Hay, C. Benoît, « Brexit, Positional Populism... », art. cité.

légitimité du politique à gouverner directement certains enjeux conçus comme devant être soumis au contrôle démocratique. Dans les années 1960 et 1970, les élites politiques étaient ainsi considérées comme étant elles-mêmes capables de produire différentes expertises ou d'arbitrer entre elles et de gouverner (en partie sur cette base) dans le sens du bien commun. Cette forme de paternalisme peut en un sens être considérée comme l'apogée des États bureaucratiques modernes. Dans les années 1980 et 1990, notamment dans les démocraties anglo-saxonnes, cette conception s'est progressivement érodée. Les élites politiques furent considérées comme n'étant pas ou plus capables de produire différentes formes d'expertise ou d'arbitrer entre elles, du moins sans les dénaturer en les politisant à l'excès¹. Un diagnostic s'est peu à peu répandu, selon lequel il était préférable de dépolitiser au maximum la connaissance produite sur des enjeux ou des secteurs d'action publique données en la retirant des mains des acteurs politiques². Les experts, au sens large, furent donc peu à peu considérés comme étant les mieux placés pour établir le bien commun, à condition que cette expertise soit isolée au maximum de l'influence politique. Dans ce contexte, un grand nombre d'enjeux positionnels – notamment économiques, telle l'indépendance des banques centrales – furent ainsi requalifiés et présentés comme des sujets techniques, qui devaient être résolus dans les cercles formellement indépendants de l'expertise publique, parapublique ou privée. Le Brexit rejette cette clé de répartition. Son mot d'ordre – « *taking back control* » – exprime une volonté de reprise en main non seulement d'un pouvoir perdu quelque part à Bruxelles, mais aussi du pouvoir politique délégués aux experts, et peut-être aussi des élites politiques tentées de céder le pouvoir qui leur est confié à des experts. Cette dimension du vote apparaît dans différentes sources de données³, bien qu'elle ait été à notre connaissance insuffisamment commentée. Lorsque la question du rapport à l'expertise des électeurs fut explicitement posée, comme ce fut le cas dans le cadre de la neuvième vague (juin 2016) de la *British Election Survey*, les résultats furent néanmoins explicites. Plus les individus interrogés préfèrent faire confiance à l'opinion de « gens ordinaires » plutôt qu'à celle « d'experts », plus ils déclarent avoir voté pour le « *Leave* » – avec plus de 80 % des soutiens approuvant « fortement » cette proposition.

Les limites de la prévision doivent-elles interdire toute réflexion sur le futur ?

À un niveau plus général, la discussion menée dans la section précédente suggère que la science politique n'est pas dépourvue de ressources pour rendre le Brexit intelligible rétrospectivement. Les différents acquis de la discipline permettent amplement de rendre compte de l'analyse des motivations qui ont poussé D. Cameron à soumettre aux Britanniques la question de l'adhésion du pays à l'UE, le vote de 2016 et les effets du cadrage des campagnes du « *Remain* » et du « *Leave* » sur la participation électorale. Si l'on admet que c'est à cette aune que doit être évaluée la solidité de nos modèles explicatifs, et non à celle de leur faculté à prédire la survenue d'événements tels que le Brexit, alors il apparaît clairement que le référendum n'a pas été à la discipline ce que la crise de 2007-2008 avait pu être à la science économique : nos modèles sont en mesure de rendre compte rétrospectivement d'un enchaînement d'événements contingents, et donc imprévisibles.

1. Peter Burnham, « New Labour and the Politics of Depoliticization », *The British Journal of Politics and International Relations*, 3 (2), 2001, p. 127-149.

2. Cyril Benoît, « Public Choice », dans Colin Hay, Andy Smith (dir.), *Dictionnaire d'économie politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018, p. 376-389.

3. Voir notamment S. B. Hobolt, « Brexit : A Divided Nation... », art. cité.

Si le référendum de 2016 n'a donc pas fait apparaître de fragilités importantes de nos modèles explicatifs, il a toutefois illustré les limites de certains usages de la prédiction dans l'analyse politique. Prédire les résultats électoraux fait bien évidemment partie, et de longue date, des principaux champs d'application de la discipline – et l'estimation *a priori* de ces résultats ne nous paraît pas incompatible avec la perspective défendue dans cet article. Il était techniquement possible de déterminer si le Brexit allait l'emporter (1) ou non (0) ; ce qui ne l'était pas, en revanche, était de déterminer à l'avance la forme que prendrait le Brexit et ses conséquences. Et c'est en raison de leur contingence que les événements politiques sont mieux appréhendés dès lors que leur complexité n'est pas gommée ou prise comme des variations plus ou moins fortes au sein d'agrégats dont le mouvement d'ensemble est tenu pour acquis.

Ces difficultés sont notamment apparues dans l'usage qui a été fait des sondages tout au long de la campagne et dans le rôle qu'ils ont joué dans le résultat final – bien que l'on manque à ce jour de données permettant d'apprécier l'étendue de leur effet sur le vote de manière précise. Mieux établie est la sous-estimation de l'ampleur du vote en faveur du « *Leave* » par la majorité des journalistes, analystes politiques et instituts de sondage du pays, qui s'est avérée constante tout au long de la campagne¹. Cette sous-estimation est en grande partie liée à la faculté de la campagne pour le « *Leave* » à mobiliser les électeurs les plus éloignés ou les moins habitués à voter – et, symétriquement, à l'incapacité des sondages à avoir vu et à intégrer cette faculté dans leurs propres modèles prédictifs. Cette problématique n'a rien de vraiment surprenant, eu égard aux difficultés méthodologiques inhérentes à la prédiction d'un vote dans le cadre d'un référendum ponctuel comme celui-ci. Mais une telle incapacité ne fut certainement pas dénuée d'implications sur le résultat. D'abord, les erreurs des sondeurs ont pu contribuer à maintenir chez eux une frange significative des partisans du « *Remain* », encouragés à penser qu'il n'était pas nécessaire de voter pour faire gagner leur camp. Deuxièmement, et inversement, ces sondages pourraient aussi avoir motivé la mobilisation des partisans du « *Leave* ». En rendant sa victoire improbable, ils pourraient bien avoir conféré à ce vote une dimension essentiellement symbolique et dénuée d'implications réelles. Voter pour le « *Leave* » pouvait dans ce contexte apparaître comme un moyen d'envoyer un signal de désapprobation aux *establishments* britanniques et européens à moindres frais.

Du point de vue de la discussion engagée dans cet article, une série de leçons plus globales peuvent être tirées de cet échec. Bien que les instituts de sondage aient globalement fait leur autocritique après le vote, celle-ci fut le plus souvent limitée : réexaminant leurs méthodologies à la lumière de leur incapacité à avoir anticipé le vote pour le Brexit, nombreux furent ceux qui conclurent qu'ils avaient procédé dans les règles de l'art et que leurs analyses n'étaient finalement pas si éloignées de la réalité². Certes, les résultats électoraux sont difficiles à prédire, notamment dans les périodes de forte volatilité électorale, et les référendums le sont d'autant plus. En outre, les estimations ainsi que celles pour les élections générales de 2015 et de 2017, bien que fausses en ce que les résultats n'avaient pas été anticipés, sont globalement comprises dans la marge d'erreur. Les éléments avancés plus haut ne permettent toutefois pas de se satisfaire complètement de cette conclusion. La question n'est pas de

1. Voir, pour une discussion, Will Jennings, Stephen Fisher, « Expert Predictions of the 2016 EU Referendum », Londres, *Political Studies Association*, juin 2016.

2. Voir, par exemple, Patrick Sturgis *et al.*, « Report of the Inquiry into the 2015 British General Election Opinion Polls », Londres, Market Research Society/British Polling Council, 2015.

savoir si les sondeurs firent de leur mieux d'un point de vue méthodologique. Rien ne permet en effet d'affirmer que ce ne fut pas le cas. L'échec, selon nous, concerne davantage la présentation de leurs analyses, de leurs méthodologies et de leurs résultats. Si les sondages sont toujours délicats à interpréter, et s'ils le sont doublement pour des référendums, alors les mises en garde d'usage auraient dû être présentées de façon beaucoup plus explicite. La responsabilité de ceux qui étudient la politique (incluant les sondeurs) nécessite en effet une exposition beaucoup plus précoce et claire des limites méthodologiques de leurs enquêtes, notamment auprès de leurs destinataires. Il est tout simplement insuffisant de dire que la science ne s'était pas beaucoup trompée et que le résultat était compris dans la marge d'erreur si le public n'avait même pas connaissance du fait qu'il y avait une marge d'erreur – ou ne savait tout simplement pas ce qu'était ou impliquait une marge d'erreur. Plus généralement, la possibilité que la publication régulière de sondages sous-estimant le vote du « *Leave* » ait pu avoir l'effet d'une prophétie auto-réalisatrice sur le vote (même à la marge) illustre, aussi, les limites de la position d'E. Hobsbawm. L'observation du politique ne se distingue pas seulement de la météorologie parce que ses objets diffèrent : le fait qu'elle implique des agents susceptibles de modifier ou non leurs comportements en réaction à cette information rend d'autant plus valide l'observation de C. Tilly, pour qui la politique (et l'histoire, plus généralement) doit être considérée comme une matière toujours indéterminée et contingente.

Mise en rapport avec notre critique des usages des sondages au cours de la campagne de 2016, la position défendue dans cet article soulève toutefois d'autres difficultés. Implique-t-elle que les politistes se retirent de tout débat concernant le futur, au motif que l'on ne peut envisager les conséquences d'un événement en train de se faire, et qu'il est par conséquent impossible de le rendre intelligible avant que celui-ci ne se soit pleinement réalisé ? Bien que la prédiction nous paraisse délicate, voire impraticable, pour les raisons évoquées plus haut, de nombreuses solutions alternatives sont envisageables. Elles consistent, pour l'essentiel, à privilégier une démarche proche de celle préconisée par C. Tilly, mais en l'appliquant au futur. En d'autres termes, il s'agit ici d'identifier les différents mondes ou Brexit possibles, dans notre état actuel de connaissances¹. Cela revient à envisager des scénarios que nos ressources analytiques actuelles nous permettront de rendre intelligibles rétrospectivement. D'un point de vue strictement formel et méthodologique, cette approche peut s'apparenter à une forme de prédiction. Elle s'en distingue toutefois en ce qu'elle envisage l'exercice de manière conditionnelle et probabiliste : il s'agit, par exemple, de montrer que si *x* advient, la probabilité pour *y* sera plus élevée, conditionnellement à l'évolution de *z*. Elle implique également de présenter l'éventail des scénarios possibles, et pas seulement le plus probable ou celui pour lequel nous avons le moins d'incertitude quant à sa réalisation². La démarche que nous appelons de nos vœux n'est pas radicalement différente de certaines pratiques déjà en vigueur dans la discipline – ce sur quoi nous insistons davantage ici est la nature de l'information intégrée à ces probabilités, ainsi que le statut des anticipations formulées de la sorte³.

1. Pour une introduction méthodologique à ce type d'approches, voir Cyril Benoît, « Intégrer des résultats quantitatifs et qualitatifs en économie politique : une illustration de quatre approches », *Revue française de science politique*, 71 (3), juin 2021, p. 461-482.

2. Pour une réflexion sur le statut de l'incertitude dans la façon dont la connaissance en sciences sociales est produite, voir Immanuel Wallerstein, *The Uncertainties of Knowledge*, Philadelphie, Temple University Press, 2004.

3. Voir, pour une illustration, Florence Faucher, Colin Hay, « Breaking up is Hard to do : Royaume-Uni et Union européenne après le Brexit », *Politique étrangère*, 85 (4), 2020.

En suivant une démarche analogue, des travaux ont par exemple entamé une réflexion sur le devenir du modèle de croissance britannique après le Brexit – un modèle dont les propriétés essentielles sont la consommation et la dette privée comme leviers de croissance, adossés à des taux d'intérêt bas et au maintien d'une faible inflation¹. Comment envisager la façon dont le Brexit va modifier sa trajectoire ? Au cours des trois dernières décennies, ce modèle a été largement consolidé par l'ouverture à la concurrence, la flexibilisation du marché du travail, la quête obstinée de la stabilité des prix et l'austérité – au point que chaque politique devait être conforme ou, à tout le moins, ne pas faire obstacle à ces impératifs. Mais les premières années qui ont suivi le vote de 2016 ont vu une série de volte-face surprenantes : le gouvernement de T. May a ainsi fait le choix de prioriser des mesures pour répondre au rejet de l'immigration, interprété comme l'une des motivations principales du vote², et ce indépendamment des conséquences économiques que de telles décisions pourraient impliquer. De façon plus globale, on constate que les gouvernements successifs de T. May et de B. Johnson se sont efforcés, pour la première fois dans l'histoire politique récente du pays, de prendre des décisions sans le filtre de leur propre jugement économique – quitte à rompre délibérément avec les opinions exprimées par le Trésor ou la *Bank of England*. Et la pandémie actuelle de la Covid-19 n'a pas mis un frein à ces évolutions. Sur la base de cette information, plusieurs scénarios, suivant le modèle simple envisagé plus haut, ont pu être élaboré : le premier affirme qu'il est plus probable que cette trajectoire de changement se poursuive (y), notamment parce que, du fait de l'accord passé avec l'UE (x), la volatilité de la livre sterling devrait s'accroître et sa valeur se réduire par rapport à l'euro – augmentant à court terme la compétitivité de l'économie britannique et permettant la poursuite de l'inflexion commencée sous T. May. Ce scénario dépend en partie d'une variable politique, et notamment du positionnement des partis (en l'occurrence des conservateurs au moment de l'écriture de ces lignes) (z) – qui semblent pour l'instant s'appuyer davantage sur l'électorat (majoritaire) ayant soutenu le Brexit au nom de principes néoconservateurs et d'une forme de nostalgie économique que sur celui (minoritaire) qui voyait davantage en Bruxelles un obstacle au renforcement du modèle de croissance britannique et du variant britannique du néolibéralisme. Mais cet apparent revirement pourrait également (scénario alternatif) n'être que provisoire et le Brexit servir à relégitimer à plus ou moins long terme les mêmes impératifs économiques qui avaient dominé les années précédentes (y). Ce scénario serait d'autant plus probable si les conséquences de l'accord passé avec l'UE s'avéraient dommageables pour l'inflation et les taux d'intérêt (x), ouvrant l'opportunité aux conservateurs d'imposer une nouvelle logique disciplinaire en matière de politique économique (z)³.

1. Colin Hay, *The failure of Anglo-Liberal Capitalism*, Basingstoke, Palgrave, 2013 ; Scott Lavery, *British Capitalism after the Crisis*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2019.

2. John Mellon, « Between a Rock and a Hard Place : Is any Brexit Deal Possible and Popular ? », *British Election Study*, 8 juillet 2019, en ligne : www.britishelectionstudy.com/bes-findings/between-a-rock-and-a-hard-place-is-any-brexite-deal-possible-and-popular/#.YEpuvy3pNAZ (consulté le 11 mars 2021).

3. Voir, pour une discussion, Scott Lavery « The UK Growth Model, Business Strategy and Brexit », dans Colin Hay, Daniel Bailey (dir.) *Diverging Capitalisms. Britain, the City of London and Europe*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2019, p. 149-170 ; Andrew Gamble, « Tacking Back Control : The Political Implications of Brexit », *Journal of European Public Policy*, 25 (8), 2018, p. 1215-1232 ; *Id.*, « After Brexit, the Past and the Future of the Anglo-Liberal Model », dans C. Hay, D. Bailey (dir.), *Diverging Capitalisms...*, op. cit., p. 17-42 ; Ben Rosamond, « Brexit and the Politics of UK Growth Model », *New Political Economy*, 24 (3), p. 408-421. Voir également Colin Hay, Cyril Benoît, « Post-néolibéralisme », dans C. Hay, A. Smith (dir.), *Dictionnaire d'économie politique*, op. cit., p. 353-358.

Conclusion

Dans sa globalité, la science politique au sein et en dehors de l'académie n'a pas été en mesure d'anticiper le résultat du vote des Britanniques en faveur du Brexit en 2016 et ses implications immédiates. Cette situation est-elle problématique ? Remet-elle en cause la validité des modèles explicatifs de la discipline d'une façon similaire à ce qui avait pu être constaté pour la science économique confrontée à la crise financière de 2007-2009 ? À partir d'une série de clarifications conceptuelles sur le statut de la prédiction en science politique et d'une évaluation de la capacité des modèles explicatifs de la discipline à rendre raison du Brexit, le présent article a répondu par la négative à cette double question. Même s'il était tout à fait possible de prédire son occurrence, nous avons défendu l'idée que l'on ne pouvait faire sens de cet événement qu'après coup – car il n'existait pas avant la rencontre contingente des différentes séquences qui l'ont concrétisé. Nous soutenons que c'est dans leur capacité à rendre un événement (ici le Brexit) intelligible rétrospectivement que les modèles explicatifs de la science politique doivent être évalués. Le Brexit n'était pas prévisible, et le fait de l'avoir prédit ne constitue pas un critère valide pour juger de la pertinence ou de la valeur d'une théorie. Empruntant la notion de « mondes possibles » à C. Tilly, nous avons cherché à mettre en œuvre cette démarche. Bien qu'elle nous semble largement répandue et (au moins tacitement) acceptée dans notre discipline, il nous a toutefois paru nécessaire de revenir et de discuter des principes sur lesquels elle repose, face à un événement qui semblait déstabiliser un certain nombre de notions et de raisonnements tenus pour acquis. Dans l'ensemble, et en réponse à cette inquiétude, la discussion menée tout au long de l'article a permis de constater que les modèles explicatifs de la science politique étaient tout à fait en mesure de rendre le Brexit intelligible rétrospectivement : le vote de 2016 n'a donc pas été à la discipline ce que la crise de 2007-2008 avait pu être à la science économique.

En pointant le rôle joué par les sondages dans les mois qui ont précédé le référendum, cet article a également souligné certains écueils ou périls liés au choix (souvent implicite et spontané) d'une autre épistémologie – celle qui fait de la prédiction d'un événement et de son déroulé (au-delà, donc, de sa seule occurrence) une des principales fonctions de l'analyse politique, notamment en dehors de l'université. Cela ne signifie pas que les politistes, universitaires ou non, devraient s'abstenir de tout jugement sur le futur. Toutefois, nous soutenons que leur approche doit s'accompagner des mêmes précautions que celles qui doivent prévaloir dans l'étude du passé – peut-être même davantage du fait des implications potentielles de ces prédictions. En suivant la démarche initiée par C. Tilly, il convient alors d'évaluer la plausibilité de différents scénarios et « mondes possibles », que nos théories actuelles seront capables de rendre intelligibles rétrospectivement. Nous considérons que ce principe vaut autant pour les événements critiques tels que le Brexit que pour ceux moins spectaculaires ou porteurs de conséquences moins lourdes en apparence. L'importance de la contingence sur laquelle nous avons insisté vaut en effet pour tout événement politique – et c'est d'ailleurs pour cela qu'il peut être qualifié de « politique ».

— Colin Hay et Cyril Benoît —

Colin Hay est professeur et directeur des études doctorales en sciences politiques à Sciences Po et directeur-fondateur du *Sheffield Political Economy Research Institute* (SPERI) à l'université de Sheffield. Il est rédacteur en chef de *New Political Economy* et fondateur et corédacteur en chef de *Comparative European Politics* et *British Politics*. Il est membre de l'Académie des sciences sociales du Royaume-Uni et était, jusqu'à récemment, président du conseil de recherche de l'Institut universitaire européen. Il est l'auteur et directeur de nombreux ouvrages, dont les plus récents sont, avec Benedetta Voltolini et Michal Natorki, *Crisis and Politicisation. The Framing and Re-framing of Europe's Permanent Crisis* (Routledge, 2021) et, avec Stephen Farrall et Emily Gray, *Exploring Political Legacies* (Palgrave Macmillan, 2020) (Sciences Po, 27 rue Saint-Guillaume, 75337 Paris cedex 07, <colin.hay@sciencespo.fr>).

Cyril Benoît est chargé de recherche CNRS au Centre d'études européennes et de politique comparée (CEE), Sciences Po. Ses recherches s'inscrivent dans le périmètre de l'économie politique comparative. Elles portent plus particulièrement sur les politiques de régulation, les interdépendances entre gouvernements et entreprises privées, et sur le rôle des représentants élus dans la gouvernance des économies capitalistes avancées. Il a récemment publié *Réguler l'accès aux médicaments* (Presses universitaires de Grenoble, 2020). Il a également coordonné la publication, avec Marion Del Sol et Philippe Martin, de *Private Health Insurance and the European Union* (Palgrave Macmillan, 2020) et, avec Olivier Rozenberg, du *Handbook of Parliamentary Studies* (Edward Elgar, 2020). Ses articles ont notamment été publiés dans *Regulation & Governance*, la *Revue française de science politique*, la *Revue française de sociologie*, *Gouvernement & action publique*, *The Milbank Quarterly* et *Critical Review* (Sciences Po, 27 rue Saint-Guillaume, 75337 Paris cedex 07, <cyril.benoit1@sciencespo.fr>).